

La politique PINAY

- licenciements.
- interdictions des manifestations.
- matraquages et fusillades.
- déportation de Bourguiba et de Messali Hadj.
- arrestation de J. Duclos, A. Stil et de centaines de militants ouvriers et coloniaux.

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (11e) — Tél. : CEN. 68-96

C.C.P. Sté de Presse, d'Édition et de Librairie 603.201 Paris

TOUS UNIS CONTRE LA DICTATURE POLICIÈRE

Serrons les rangs !

Le gouvernement vichyste de Pinay fait tout ce qu'il faut pour mériter la confiance du capital. Son offensive contre les libertés démocratiques, contre les droits syndicaux, contre le niveau de vie, se renforce cyniquement de jour en jour au point que le parti socialiste, lui-même, en dépit de la servilité de ses dirigeants à l'égard de l'impérialisme américain, a dû adopter à son congrès une attitude d'opposition au gouvernement sur l'ensemble des problèmes de politique intérieure et coloniale.

Transgressant sa propre légalité, la bourgeoisie emprisonne Jacques Duclos sans l'ombre d'une justification officielle et charge ensuite sa police de fabriquer de toutes pièces un complot du P.C.F. pour motiver les perquisitions, les arrestations préventives, les violences sanglantes.

Il s'agit là d'une provocation ouverte contre toute la classe ouvrière, d'une marche accélérée à la dictature, à la destruction de l'ensemble du mouvement ouvrier organisé, afin d'avoir les mains libres pour préparer la guerre et pour la déclencher. M. Pinay, sur l'ordre de Ridgway, commence une véritable guerre civile limitée contre la classe ouvrière.

L'agression est si évidente que Jules Moch, lui-même, qui récemment encore dirigeait les fusillades contre les mineurs et qui reste un partisan ardent du pacte atlantique, manifeste son inquiétude devant une menace d'interdiction du P.C.F.

Pinay réussira-t-il son mauvais coup ? D'arrestations en répression de provocations en fusillades, réussira-t-il à museler la classe ouvrière, à détruire ses organisations, à écraser les masses laborieuses sous une dictature policière et terroriste ? Il procède aujourd'hui encore avec une certaine prudence, cherchant à utiliser la division ouvrière en frappant d'abord le P.C.F. et en utilisant des dirigeants jaunes pour saboter la réaction légitime et nécessaire de la classe ouvrière.

Mais, aucun doute n'est possible, s'il réussit son coup, il ira toujours plus loin dans la provocation, la répression et la dictature.

La classe ouvrière est divisée. Des échecs partiels mais répétés ont développé dans ses rangs l'inquiétude et le doute. Mais là où le combat s'engage, la volonté de lutte et le courage se manifestent avec éclat. Dans les usines en lutte, dans les manifestations de rue, les travailleurs combattent avec énergie et détermination.

La manifestation contre la venue de Ridgway à Paris, bien qu'il n'ayant mobilisé qu'une avant-garde combattante, a été entourée de la sympathie des grandes masses travaillistes.

Les grèves de protestation contre l'arrestation de Jacques Duclos ont eu une ampleur limitée. Mais la classe (Suite page 3.)

FACE A LA REPRESSION Solidarité prolétarienne

Encore une fois la répression patronale s'abat sur nos militants. Plusieurs d'entre eux ont été licenciés dont l'un était déjà parmi les licenciés de la grève du 12 février chez Renault. La répression patronale frappe l'avant-garde en étroite coopération avec la répression policière du gouvernement.

Encore une fois nous faisons appel à tous nos lecteurs, à tous nos amis et leur disons : Nous vous demandons encore un nouvel effort financier, après ceux que vous avez faits ces derniers mois ; encore un effort pour aider à tenir et à se battre ceux qui, au premier rang, reçoivent les premiers coups. Nous savons que nous pouvons compter sur votre solidarité prolétarienne. Envoyez-nous vos souscriptions en mentionnant « Solidarité contre la répression », S.P.E.L., 46, rue de l'Arbre-Sec, Paris-11e, C.C.P. 603.201.

(Voir nos informations en page 4.)

LIBERONS DUCLOS MESSALI HADJ HABIB BOURGUIBA et tous les militants ouvriers et coloniaux emprisonnés

C'EST avec la plus extrême sympathie que les militants ouvriers de toutes tendances ont pu voir le Congrès du Syndicat de l'Enseignement de la région parisienne voter à l'unanimité une résolution condamnant la répression impérialiste contre les organisations du P.C.F. et de la C.G.T.

De même, le Conseil syndical du

Syndicat National des Instituteurs de l'Évry (autonome) a également voté une telle résolution, publiée dans l'Humanité.

Il y a dans ces votes des leçons qui peuvent être utiles pour tout le mouvement ouvrier. La Fédération de l'Enseignement et ses syndicats ont été les seules organisations syndicales à refuser la scission en 1948. Passant dans l'autonomie, elles ont pu ainsi préserver leur unité. Dans le sein de la Fédération, militent en commun des syndicats de toutes tendances : réformistes, staliniens et révolutionnaires de l'École Emancipée. Cette unité a été extrêmement difficile à conserver, les tendances tant réformistes que staliniennes ont à diverses reprises manifesté leur volonté de voir la Fédération scissionner soit à la C.G.T.-F.O., soit à la C.G.T., ce qui inévitablement aurait entraîné la scission.

Ainsi par son unité, et quelle que soit la position de ses dirigeants, la F.E.N. est devenue la seule organisation qui, au delà des divergences qui opposent les tendances, est restée sur un plan de classe.

Le 28 mai, la F.E.N. autonome a organisé une journée d'unité d'action des fonctionnaires. Contre la répression les seules organisations syndicales de l'enseignement peuvent indépendamment des appréciations sur la politique des dirigeants du P.C.F. et malgré le caractère réformiste de leur orientation, protester contre l'arrestation de Duclos.

L'unité permet de faire comprendre à tous, que ce n'est pas au parti communiste français, en tant qu'organisation stalinienne, que la bourgeoisie, mais à un parti ouvrier, à la classe ouvrière toute entière.

Par là même est vérifiée la juste orientation syndicale des révolutionnaires de l'École Emancipée, à l'avant-garde de la lutte unitaire, qui ont constamment combattu pour une reconstruction d'une C.G.T. unique et (Suite page 4.)

1 mort à Montbéliard, 1 mort à Charleville, 1 mort au Havre, 1 mort à Paris, etc...



La meilleure ARME de la confiance Pinay.

La journée de lutte des Algériens

UNE LEÇON

Le 23 mai aura marqué une date importante dans le mouvement des luttes des peuples d'Afrique du Nord pour leur indépendance nationale. Pour la première fois en France même, le M.T.L.D. a engagé sous sa propre responsabilité une lutte d'ensemble dans les entreprises à l'échelle nationale. Encore une fois des morts sont tombés dans le douloureux combat des Algériens pour leur libération. Mais leur sacrifice n'aura pas été vain ; 300 000 travailleurs nord-africains ont, sur un ordre de leur organisation, débrayé et manifesté pour exiger la libération de leur leader Messali Hadj.

Le fait demeure. Dans les centres ouvriers les plus importants du pays, dans la région parisienne, dans le nord et l'est, à Marseille et à Lyon, dans le Doubs et à Saint-Etienne, le combat des travailleurs algériens a non seulement conquis la sympathie du peuple français, mais dans l'action même des centaines de milliers de prolétaires ont compris le sens et la signification de la lutte pour l'indépendance nationale des peuples d'Afrique du Nord. (Suite page 3.)

VIENT DE PARAÎTRE W. WILNY L'AVENIR DE L'U.R.S.S. vu par les dirigeants impérialistes américains et par un révolutionnaire soviétique

Dépositaire exclusif : S.P.E.L., 46, rue de l'Arbre-Sec PARIS-11e, C.C.P. 603.201 Paris. Prix unitaire : 80 fr. Par dix : 800 fr. Par cent : 4.000 fr.

Un tract du P.C.I. dans les usines de la banlieue ouest

A l'action pour arracher la libération de Jacques DUCLOS

La classe ouvrière a puissamment démontré le mercredi 28 mai sa volonté d'empêcher à tout prix les préparatifs de guerre de l'impérialisme. Le gouvernement Pinay a voulu prendre sa revanche en emprisonnant le secrétaire du Parti Communiste Français J. DUCLOS.

POUR PRÉPARER SA GUERRE, L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS A BESOIN DE MUSÉLER LA CLASSE OUVRIÈRE ET SES ORGANISATIONS.

C'est pourquoi, après avoir arrêté des centaines de militants ouvriers, Pinay, sous des prétextes fallacieux, tente de frapper un grand coup.

AUJOURD'HUI, le Parti Communiste subit les premiers coups. Si le Gouvernement arrivait à ses fins,

DEMAIN, toutes les organisations ouvrières seraient frappées par les mêmes mesures, car la bourgeoisie ne peut tolérer qu'aucune voix, aussi timide soit-elle, s'élève contre ses plans de guerre.

DEMAIN, le parti socialiste et la C.G.T.-F.O. seraient également victimes.

LIBÉRER JACQUES DUCLOS est maintenant le devoir immédiat de chaque militant et de chaque organisation ouvrière.

Le Parti socialiste et la C.G.T.-F.O. faillirent-ils une nouvelle fois à leurs tâches élémentaires de défense de la classe ouvrière ?

LA LIBÉRATION DE JACQUES DUCLOS AUJOURD'HUI c'est la garantie du maintien des libertés démocratiques fondamentales, c'est la riposte ouvrière contre les préparatifs de guerre des Ridgway, Eisenhower, Pinay et Cie.

PARTOUT, SOUS TOUTES LES FORMES POSSIBLES, PAR TOUS LES MOYENS.

LES TRAVAILLEURS ARRACHERONT DANS LA LUTTE LA LIBÉRATION DE JACQUES DUCLOS

Le 30 mai 1952.

LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (Section française de la IVe Internationale).

Aux élections du 2° secteur de la Seine Pierre LAMBERT DEFEND LE PROGRAMME DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

NOTRE parti présente la candidature de Pierre LAMBERT, membre de notre Comité Central, militant syndical bien connu, aux élections législatives partielles du 2° secteur de la Seine (1e, 2e, 8e, 9e, 16e, 17e et 18e arrondissements de Paris).

Ces élections au scrutin à deux tours, dans un secteur de Paris populaires et où toutes les classes citadines de la société française se trouvent largement représentées, présentent une grande importance politique.

Au premier tour, 19 candidats s'affrontent et la quasi certitude d'un ballottage, en ne laissant pas peser la préoccupation exclusive du vote utile, permet un sondage politique significatif.

LE SENS DE LA CANDIDATURE DU P.C.I.

Notre parti même campagne pour la première fois dans ce secteur de la Seine au moment où la bourgeoisie tente l'expérience Pinay, c'est-à-dire la stabilisation provisoire de son régime par la répression ouvrière, où le Parti communiste français, en particulier, est durement frappé. Notre candidature est-elle justifiée dans ces circonstances ? Certes, et c'est au contraire dans ces conditions qu'elle prend son plus large sens. La situation actuelle est le produit de toute la période qui va de 1945 à maintenant. Elle est le prix payé par la classe ouvrière pour la politique de collaboration de classe du P.S. et du P.C.F., de la scission syndicale et de la politique des grèves tournantes.

La voix du P.C.I. devait se faire entendre. Seul le P.C.I. peut faire le bilan le plus net des années de lutte passées et en déduire cette politique de front unique prolétarien, voulu par toute la classe ouvrière et devant lequel les grandes organisations se sont jusque-là dérobées. Lui seul pouvait répondre aux préoccupations les plus profondes des masses qui savent que les luttes partielles sur des revendications limitées ne peuvent rien régler en ouvrant la perspective du gouvernement ouvrier et paysan, socialiste-communiste, appliquant le programme de leurs intérêts. Lui seul enfin pouvait montrer la base solide que trouve une telle lutte décisive, l'incomparable effort révolutionnaire qui lève dans le monde et en particulier en Asie les prolétaires et les peuples coloniaux.

C'est pourquoi le Parti communiste internationaliste appelle, dans le deuxième secteur de la Seine, les électeurs à marquer, en votant pour Pierre Lambert, leur volonté de cette politique de classe décidée et hardie qui permettra seule de faire échec à la répression bourgeoise, de renverser le gouvernement Pinay et d'imposer le pouvoir des travailleurs.

LA GUERRE QU'ILS PREPARENT...

Le secret de l'impérialisme

La publication par « Le Monde » du document intitulé : « Un rapport de l'Amiral Fechteler au National Security Council... »

Ce document argumente ainsi : en cas de guerre l'Europe occidentale ne tiendra pas plus de trois jours. Doit la nécessité de porter l'essentiel des préparatifs de guerre...

La publication par « Le Monde » du document intitulé : « Un rapport de l'Amiral Fechteler au National Security Council... »

Ce côté militaire et stratégique était secondaire. Ce qu'il s'agit avant tout de la politique américaine dans les pays arabes...

Les capitalistes américains veulent qu'un de leurs principaux commandes en Méditerranée : un procès va s'ouvrir à la Haye sur les droits américains au Maroc...

Comme « Le Monde » écrivait en le présentant : « ...au-dessus des rivalités de personnes ou des querelles d'amour propre national... »

Stratégie périphérique

On sait depuis longtemps que les idées stratégiques que confient ce rapport sont défendues par une aile des capitalistes et des militaires américains...

Chaque fois que les capitalistes européens renouent sur une exigence américaine cette stratégie est brandie comme un épouvantail. Ainsi, le 25 novembre 1951 « Le Monde » titrait : « M. Pearson ouvre la session de Rome du Conseil Atlantique... »

ou guerre en Europe ?

à l'état de prototypes. Il faudrait ouverttement se préparer dès maintenant à détruire l'Europe.

Pour imposer une telle idée aux travailleurs américains, il faudrait vraisemblablement leur imposer une dictature. Il faudrait s'attendre à une panique des capitalistes européens...

Mais il serait totalement erroné d'opposer absolument la stratégie Eisenhower à la stratégie périphérique. Il n'y a entre elles qu'une différence de détail.

Bien que le « rapport Fechteler » ne représente pas la doctrine officielle, on n'en prépare pas moins la guerre en Afrique...

Les territoires africains, elle n'est pas déterminée d'abord par des considérations stratégiques et elle fait son chemin...

Une leçon entre autres

Bien que pauvre en révélation cette affaire souligne néanmoins aux yeux des travailleurs l'importance de l'Afrique dans la guerre entre la révolution et la contre-révolution...

Pour les peuples musulmans d'Afrique du Nord, le ton de l'article déguisé en rapport éclaire le caractère de l'amitié que leur porte les « colonialistes » U.S.A.

Si les peuples arabes acceptaient en échange de l'amitié américaine d'aider les impérialistes, pour vaincre la révolution et les Etats ouvriers...

Quant au prolétariat français il doit poursuivre et étendre son action de soutien à ces peuples. Il doit les aider à mener leur lutte si difficile.

Peut-être est-ce là la manifestation la plus caractéristique et la plus poussée de l'état d'esprit qui règne dans le parti socialiste.

Cette question se pourrait trouver sa réponse qu'à partir d'une politique de front unique prolétarien...

Ce qui a amené des militants à se demander : si la chute de Pinay est inévitable, « qu'allons-nous faire après ? »

« Les possédants essaieraient peut-être alors de déshonorer le parti socialiste en lui proposant d'entrer dans un gouvernement d'union nationale... »

La S. F. I. O. devant le choix :

ATLANTISME

Sous le signe de son opposition à la politique Pinay, le parti socialiste a tenu son 44 Congrès. Pour la première fois depuis des années, le parti socialiste se retrouve dans l'opposition.

LA COUVERTURE GAUCHE DE L'IMPERIALISME

La plus grande partie des débats du Congrès a porté sur l'armée océanique, sur la politique africaine, sur la défense en soi...

Mais ces divergences, en définitive, et malgré des velléités de lutte contre l'impérialisme, les divergences sont apparues, et la décision a été renvoyée à une conférence nationale extraordinaire...

Ce qu'il faut, a conclu le Congrès, c'est d'abord « faire l'Europe » avec les gouvernements capitalistes. Vieilles utopies réactionnaires, déjà combattues par Lénine...

ENTRE LE SUICIDE ET LE REDRESSSEMENT

Sur la situation française, par contre, il est incontestable que la discussion a été dominée par les problèmes que pose au P.S. son opposition à la politique de Pinay...

Hostilité sur la question de l'échelle mobile, sur la politique antiaérienne, sur la politique financière d'annuités aux fraudeurs, aux gros capitalistes, de réductions de crédits de l'éducation nationale...

OPPOSITION

Bref, hostilité ou désaccord sur tous les points où le gouvernement Pinay, pour préparer la guerre des capitalistes, « économise » et « presse » les travailleurs.

Ce qui a amené des militants à se demander : si la chute de Pinay est inévitable, « qu'allons-nous faire après ? »

« Les possédants essaieraient peut-être alors de déshonorer le parti socialiste en lui proposant d'entrer dans un gouvernement d'union nationale... »

Peut-être est-ce là la manifestation la plus caractéristique et la plus poussée de l'état d'esprit qui règne dans le parti socialiste.

Cette question se pourrait trouver sa réponse qu'à partir d'une politique de front unique prolétarien...

Ce qui a amené des militants à se demander : si la chute de Pinay est inévitable, « qu'allons-nous faire après ? »

LA VIE DU JOURNAL

La campagne du demi-million Les derniers fonds collectés pour la campagne ne sont pas encore entrés et nous atteignons 425.955 francs. Compte tenu des difficultés de la période et de l'effort supplémentaire qu'a exigé la campagne de solidarité...

Table with columns: Souscriptions, Abonnements. Lists names and amounts for various locations like Duthel, Finistère, etc.

TOTAL GENERAL 358.150

L'art de calomnier

LE LIBERTAIRE lance une calomnie stupéfiante : il accuse La Vérité d'avoir caché à ses lecteurs que le tract de dénonciation de l'assassin Siqueiros...

Le lundi 19 mai au soir, le document en question était transmis au siège du P.C.I. Le camarade qui le présentait fut averti que la décision de signer ne pourrait être prise par un comité...

La rédaction de La Vérité estima nécessaire de donner avis et publicité à un tract de dénonciation du criminel agent du Guepéou Siqueiros. Bien que le tract qui fut signé par les militants...

ABONNEZ-VOUS 46, rue de l'Arbre-Sec C.O.P. 816 de Presse, d'Édition et de Librairie n° 603.201 Paris 1 an ..... 400 fr. 6 mois ..... 200 fr.

par FONTA...

Large graphic advertisement with the word 'L'EXERCICE' in large stylized letters and text about consumption and industry.

Les Etats-Unis entretiennent L'ABCES COREEN

A FIN de conserver un front, même artificiel, qui leur permet de maintenir leur pression belliqueuse tant sur l'opinion publique des Etats-Unis que sur leurs alliés, les autorités américaines sabotent depuis près d'un an les pourparlers d'armistice de Kaesong et de Pan Mun Jom. La façon dont la délégation U.S. d'armistice a traité la question des prisonniers (seule question en suspens depuis décembre 1951) est la démonstration d'une volonté systématique de n'aboutir à aucun accord.

La manœuvre a successivement consisté à produire une liste tronquée de prisonniers sino-coréens, puis à vouloir en retenter près de 60.000 sous le prétexte qu'il n'était pas possible de les renvoyer dans l'enfer communiste et que seuls rentrent ceux qui le demanderaient expressément. La délégation U.S. cherchait à rompre les pourparlers en se prévalant du silence ou de la réponse négative de nombreux prisonniers qui, soit refusant de répondre aux insistances de Syngman Rhee, soit cédaient devant la menace et la violence.

Mais les révoltes de Kojedo et de Fusan ont durablement démasqué les falsificateurs. Tous les prisonniers, même ceux qui s'étaient laissés arracher un refus de rentrer, ont participé aux révoltes de ces camps et Corée.

Mais quel que soient les escadrons tactiques entre les impérialismes, la Corée reste pour eux le champ d'expérience de la guerre qu'ils préparent à l'échelle mondiale. Ne pas défendre la Corée, ne pas démontrer et combattre toutes les méthodes que l'impérialisme mondial met au point là-bas contre le prolétariat mondial, c'est pour les travailleurs une attitude de suicide. De tous les Etats ouvriers, de tous les pays où la révolution a compté des succès ou des échecs, la Corée est sans doute la plus résistante. En un des points du monde qui réclame avec le plus d'urgence l'aide et la défense de tous les prolétaires.

K. DALNY.

Inutile de rappeler que cet aveu a coûté à Colson d'être dégradé et il-moté de la direction du camp.

Sous le couvert de la « défense de la démocratie » en Corée, l'impérialisme américain commet les pires atrocités. Pour garder son bandeau « coréen » à tête de pont contre la Chine révolutionnaire, il réduit un peuple en esclavage. Ce que veut la démocratie qu'il couvre en Corée, la dernière épuration du parlement croupion de Corée du Sud et la menace de sa dissolution par Syngman Rhee... l'arrestation pour « communisme » de députés anticomunistes notoirement mais trop « tièdes », et la crise ministérielle qui en a été la conséquence le montre une nouvelle fois : les impérialismes ne trouvent pour appliquer leur politique au nom des peuples qu'ils écrasent que les escadrons les plus corrompus.

L'impérialisme américain s'est toujours soigneusement efforcé de couvrir sa politique coréenne en y associant diplomatiquement tous les autres pays capitalistes et en exigeant d'eux une participation au même combat, le plus grandissant. Mais l'explosion de l'offensive générale, il rencontre une certaine résistance à l'ouverture de la part de l'impérialisme anglais. C'est la signification de l'envoi par Churchill de son ministre de la Défense, lord Alexander, auprès de l'Etat-Major américain de l'O.N.U. en Corée.

Mais quels que soient les escadrons tactiques entre les impérialismes, la Corée reste pour eux le champ d'expérience de la guerre qu'ils préparent à l'échelle mondiale. Ne pas défendre la Corée, ne pas démontrer et combattre toutes les méthodes que l'impérialisme mondial met au point là-bas contre le prolétariat mondial, c'est pour les travailleurs une attitude de suicide. De tous les Etats ouvriers, de tous les pays où la révolution a compté des succès ou des échecs, la Corée est sans doute la plus résistante. En un des points du monde qui réclame avec le plus d'urgence l'aide et la défense de tous les prolétaires.

K. DALNY.

LES ELECTIONS EN ITALIE Le danger de droite grandit

Sur les résultats des élections municipales qui ont eu lieu dans le Centre et le Sud de l'Italie, le 25 mai, on peut faire les remarques suivantes : Les partis ouvriers (P.C.I., P.S., de Nenni) ont consolidé et même renforcé leurs positions. Les voix qu'ils ont gagnées ont été perdues en partie par les socialistes (P.S.I., P.S., Romita) et les républicains (Pasciaric) en partie par certains partis bourgeois notamment le parti gouvernemental (U. Giarola).

Le parti catholique gouvernemental

a subi un échec de proportion considérable, d'autant plus grave qu'il survient après un échec analogue dans les élections municipales dans le Nord en 1951. Le recul catholique est dû surtout par les monarchistes et les néo-fascistes, mais parfois aussi par les libéraux, qui, tout en adhérant au bloc des partis du soi-disant centre démocratique, ne participent pas au gouvernement.

Les partis d'extrême droite (monarchistes, néo-fascistes), qui étaient parés d'un succès considérable. Ils ont emporté les maires de Naples et de Bari et de tous les autres villes de la Campanie et ont augmenté leurs voix dans une large mesure (par exemple, les monarchistes, à Naples, sont passés de 77.000 voix en 1948, à 147.000 en 1952, les néo-fascistes à Rome, de 49.000 en 1948 à 142.000 en 1952). C'est surtout le parti catholique qui paie les frais de ces victoires, mais en certains cas sont aussi les libéraux qui doivent constater un déplacement de leurs voix (ex. Bari).

La première considération que la bourgeoisie elle-même a fait après les élections, c'est que l'usure du parti gouvernemental s'accroît constamment, les partis du centre démocratique n'ont plus la certitude de pouvoir contrôler la situation après les élections politiques de 1953. L'affaiblissement du centre paraît d'autant plus dangereuse que les voix catholiques ne sont plus les seuls qui adhèrent au bloc des libéraux, qui sont eux-mêmes divisés en deux camps, que tous les jours dans la lutte politique et sociale du pays.

A vrai dire, l'issue des élections du 25 mai souligne un phénomène, qui s'était déjà dessinée depuis un an à peu près, à savoir le recul de la direction politique bourgeoise. Le parti gouvernemental est extrêmement usé, c'est un fait que personne ne conteste. Mais, d'autres côtés, il y a eu un progrès, le possible héritier. Il est vrai que la droite a progressé, mais elle ne fournit pas encore une alternative sérieuse. Bien que existant dans les milieux bourgeois responsables ne soit pas en mesure d'offrir une telle exigence puisse être satisfait sans risque, en instaurant un nouveau fascisme de type mussolinien - représenté par les néo-fascistes de M.S.I. - ou en rappelant l'ancien roi de son exil portugais. L'attitude des organisations patronales et des journaux bourgeois les plus responsables est significative : la bourgeoisie n'a pas encore décidé la liquidation du « centrisme démocratique » et des journaux bourgeois d'extrême droite pro-fasciste. Il va sans dire que l'attitude anti-neo-fascisme des Etats-Unis est un facteur important.

Ces considérations ne doivent pas inspirer une attitude peu vigilante de la part des partis ouvriers. La situation nouvelle évolue et l'alternative droite pourrait se poser en des termes plus péremptoire : et même dans cette phase le néo-fascisme pourrait jouer un rôle en organisant des équipes de choc anti-ouvriers, qui ne peuvent pas être organisées par le parti catholique. Ceux qui ont vu de leurs yeux les meetings fascistes à Rome ou à Naples, ne sauraient pas exclure une telle possibilité, même à courte échéance.

Les partis ouvriers doivent faire face au danger. Ils ne doivent pas être dupés de leur propre propagande, qui met la sourdine sur le succès de la droite, en montrant les pertes catholiques comme si les fascistes ou les monarchistes n'étaient pas de farouches ennemis du prolétariat !

Tout en continuant leur lutte contre le centre, ils doivent à la même temps, lutter sans hésitations contre la droite, que l'on doit empêcher à tout prix d'élargir, des rangs des forces réactionnaires. Une politique de classe nettement qualifiée, apte à développer tout le dynamisme qui réside dans les masses prolétariennes est la seule qui puisse permettre de repousser l'attaque des néo-fascistes, d'exercer une attraction sur les masses de la petite bourgeoisie, et de mener la politique gouvernementale, dégoûtée du régime et de toutes ses hypocrisies constitutionnelles et qui pourrait tomber dans le piège de la droite fasciste et si les partis ouvriers restaient sur le plan d'un démocratie vague, sans aucun mordant.

Les groupes communistes révolutionnaires - section italienne de la Quatrième Internationale - ont appelé les travailleurs à voter pour les listes P.C.I. et P.S. Dans les scrutins sociaux-communiaux, les comités P.C.I. et P.S. ont présenté des listes communes avec des bourgeois, les G.C.R. ont appelé à voter pour les candidats bourgeois communitaires de ces listes. Dans les élections départementales, où il y avait le scrutin uninominal, les trotskistes italiens ont soutenu un candidat bourgeois, le P.S. de Nenni en substance où les deux partis ouvriers soutenaient des candidats bourgeois (même monarchistes !).

SERRONS LES RANGS

(Suite de la première page)

Chaque parti ou groupe doit presser, en ces heures critiques, les masses de la bourgeoisie et la dresser dans une résistance préparatoire à la contre-offensive. Une juste politique économique et politique doit être proposée, pour briser le complot bourgeois : le front unique de la classe ouvrière et de ses organisations de la base au sein du parti unique pour instaurer un gouvernement au service des travailleurs, constitués de leurs dirigeants communistes et socialistes.

Même si, trahissant jusqu'au bout, et se livrant ainsi eux-mêmes à la répression future, les dirigeants socialistes maintiennent leur opposition à l'unité d'action, du moins une telle politique de front unique, défendue avec sincérité et opiniâtreté permettrait-elle de resserrer pour le combat tous les travailleurs, de surmonter les lésions et les doutes légitimes nés de multiples déceptions.

Il est donc pour proposer cette ligne d'action vitale dans la dangereuse situation présente, que notre parti mène campagne dans les élections communales du 20 secteur de la Seine. C'est pour manifester leur volonté d'une politique révolutionnaire conséquente que nous demandons aux travailleurs de ce secteur de voter P.C.I. au premier tour. Leur vote d'été est un appel à tous les travailleurs de France pour la réalisation d'un gouvernement communiste-socialiste et un encouragement et un acte de solidarité aux travailleurs coloniaux qui combattent l'écrasement pour leur indépendance.

Pierre LAMBERT.

Productivité aux U.S.A. Un aspect peu connu de la productivité. - Une intense propagande auprès des ouvriers européens, en faveur de la concurrence américaine, a été lancée par le syndicat de vie des ouvriers américains, officiels, les quatre-champs, et par le parti communiste américain, pour compléter leurs informations. D'après le Labour Bureau of Statistics, la productivité en cours de l'année 1953 dans les usines des Etats-Unis, plus de deux millions d'heures causant la mort de 15.000 ouvriers, si les ouvriers sont frappés d'incapacité totale de travail.

MANŒUVRES autour de la révolution BOLIVIENNE

La reconnaissance par la France du gouvernement bolivien, l'Estorsor américain, l'ensemble de ces Etats-Unis. Ces derniers mettaient récemment à la reconnaissance les exigences préalables les plus dures, et ont eu :

- 1- renoncement à un accord de la nationalisation de l'étain ; 2- garanties pour la réparation du journalisme ; La France, les Etats-Unis, les démocratiques, ce qui serait considéré comme des gages de confiance de la part du gouvernement et la preuve de sa répudiation du communisme ; 3- éloignement du ministre des mines, Juan Lechin, de German Beltrón et du colonel de cabinets César Alnaga, considérés comme des amis des communistes ; 4- dissolution de la centrale ouvrière, qualifiée de foyer de communisme ; 5- réorganisation immédiate des armées de façon qu'elle soit en condition de participer à la défense de l'hémisphère, tel que cela est prévu par les traités en vigueur.

Officiellement, d'autre part, un fonctionnaire du département d'Etat déclarait à Washington, le 17 mai, pour l'agence INS, que le gouvernement bolivien ne serait pas reconnu tant qu'il n'aurait pas précisé comment il comptait procéder en ce qui concerne la nationalisation des propriétés et en particulier de celles qui appartenaient aux américains. De plus, il ajoutait-il, on désire connaître quelle sera la ligne politique qui suivra M. Paz Estensoro.

Quelles considérations ont pu mener Washington à reconsidérer son attitude ? Des garanties données par Paz Estensoro ou la volonté d'assurer à ce dernier une autorité qui n'aurait pas été nécessaire ? Nous le saurons bientôt.

En tout cas, si l'on rapproche ces faits des déclarations des leaders de la gauche au M.N.R., nous donnons quelques citations dans notre dernier numéro, et qui révèlent le haut degré de radicalisation des masses boliviennes, il apparaît clairement que la situation d'équilibre de M. Paz Estensoro et de la droite du M.N.R. est d'une extrême instabilité.

de tous les pays

U.S.A. La grève des 650.000 ouvriers sidérurgistes américains aux Etats-Unis, paraissant depuis deux semaines cette branche de production décisive pour le programme d'armements.

Le patronat et le gouvernement s'inquiètent de cette situation qui met en difficulté leurs projets de préparation de la guerre et dans cette période électorale, l'administration « démocrate » hésite devant l'utilisation de la force et de la loi Taylor Hartley contre le mouvement ouvrier.

Cette puissante grève souligne la communauté d'intérêts de tous les prolétaires du monde face à leurs ennemis de classe, par dessus les propagandes mensongères des capitalistes.

ESPAGNE France a franchi quelques étapes de plus vers son intégration totale. Il est de plein droit à la communauté des peuples atlantiques. L.U.N.E.S.C.O., jetant son masque culturel, a reçu dans son sein le parti communiste qui entend l'impérialisme. Dans les négociations sur le Maroc et l'Algérie, le gouvernement français marque des points grâce au soutien des Etats-Unis.

Mais ces succès ne trouvent aucun écho dans les grandes masses qui continuent à vouloir la révolution. Les Français voudraient faire du congrès Eucharistique une manifestation politique à leur profit qui a provoqué entre autres 15.000 pèlerins français. Ils se sont réduits à 3.000. Malgré le caractère réactionnaire de cette manifestation, nombreux ont été ses participants qui ont montré de façon répétée qu'ils donnaient à la révolution plus de soutien qu'ils ne le croyaient et non pas d'approbation du régime espagnol. Le parti communiste, en particulier, se rappelle avec satisfaction la mémoire comme l'événement de la grève de répression qui au printemps de 1952 a mis en deuil une fois de plus l'héroïque peuple d'Espagne.

VIET NAM Comme un écho de la crise gouvernementale, nous exprimons à la mémoire pourrait l'Empereur des boîtes de leur espérance qui a provoqué un mouvement ministériel ou l'absence de son ministre français Letourneau. Il a été à la tête de la délégation française au sein du général Nguyen Van Tam, très connu pour sa récoite et son implacable anticomunisme. Ce homme est sûr et il a apporté au premier gouvernement rancho que l'amiral « Tuerie » d'Argentine avait initié. Ce homme est sûr et il a apporté au pouvoir en face de celui de la république populaire, « Le Monde », avec son élan, nous sommes en présence d'un homme de pouvoir, nous sommes en présence de l'homme de connaissance ; il est en effet des bandits illettrés pour faire le miel de répression qui au mois de plus l'héroïque peuple d'Espagne.

Depuis la perte d'Hoa-Binh en février dernier par l'impérialisme français, celui-ci a perdu plus de 70.000 hommes. Tout cela est communiqué l'Armée populaire de libération. Un matériel nombreux a également été détruit.

YUGOSLAVIE Les Etats-Unis comptent, dans la guerre, qu'ils préparèrent, à leur profit, la destruction de l'Etat ouvrier yougoslave. Ils n'entendent en conséquence fournir comme aide militaire à la Yougoslavie que ce qui leur servira de prétexte pour permettre dans la guerre de reprendre dans les montagnes de Bosnie la lutte de parti.

Journal de lutte des Algériens

Suite de la première page

En Algérie, bravant la répression le M.T.L.D. a entraîné des millions de parias dans l'action.

Dans la mesure où l'impérialisme français se refuse à faire droit aux revendications d'une nation qui a courbé sous le joug, il porte l'entière responsabilité des événements actuels et le sang qui a coulé le 23 mai retombe sur lui.

Mais le gouvernement français n'est pas si bête. Il s'est efforcé de dresser le barage impérialiste et contre-révolutionnaire, contre les aspirations de millions d'hommes. Les conversations Eden-Schuman-Acheson n'ont pas d'autre but que l'étude des meilleurs moyens de préparer la troisième guerre mondiale en enchaînant le Maghreb arabe. En réponse, le peuple algérien sous la direction du M.T.L.D. a clairement marqué, le 23 mai, sa volonté de ne pas laisser l'impérialisme disposer de son sort.

Une question se pose aux organisations ouvrières françaises. Avez-vous aidé efficacement les travailleurs algériens dans ce combat ? Je répéterai ce qu'en tant que militant syndical et parlant à ce titre, j'ai expliqué au meeting du M.T.L.D. de la Grange-aux-Belles.

« Il est bien d'apporter notre solidarité au M.T.L.D. et à son leader Messali Hadj, mais cela ne suffit pas.

Il faut que les paroles se traduisent en actes. Et il faut que parmi les dix mille participants de ce meeting, il y ait si peu de travailleurs français, de ceux qui se consacrent aux grandes organisations ouvrières n'ont pas réalisé ce qu'elles avaient dit réaliser pour apporter leur appui à la journée de protestation et de lutte des Algériens.

Car il est indéniable que les 3.000 travailleurs nord-africains des aciéries, les Algériens de l'industrie, etc. s'ils ont fait grève sans la solidarité agissante des métaux de la plus grande usine de France, ce n'est pas que ceux-ci étaient hostiles à leur mouvement, c'est avant tout parce que les grandes organisations ouvrières ne les avaient pas appelés à grève.

Le M.T.L.D. par son action intranquillante, et il faut le déclarer, qui est la base de la stratégie correcte qui est la sienne, donne les plus grandes leçons aux grandes organisations ouvrières de ce pays.

Par sa politique unitaire, le M.T.L.D. démontre que malgré les divergences les plus profondes il est toujours possible dans l'intérêt du peuple de pratiquer et de réaliser le front unique.

Avec les organisations staliniennes, Messali combat contre le communisme sans pouvoir identifier les intérêts du peuple algérien avec ceux de la bureaucratie du Kremlin.

Avec tous les autres mouvements

gouvernementaux et des répercussions simplement retardées des hausses précédentes, qu'un mouvement de hausse des prix interviendra aux Etats-Unis d'ici la fin de l'année. C'en sera assez pour que les mêmes problèmes reviennent sous l'économie française et au gouvernement, mais avec des réserves entraînées et un « sauveur » discrédité. Cette situation économique et le renchérissement de toutes premières essentielles apportera avec lui la paralysie à des branches entières d'industrie.

D'autres facteurs peuvent évidemment précipiter la crise financière avant même qu'interviennnent les conséquences économiques du réarmement : une menace militaire plus directe au Viet-Nam ou une révolte générale de l'Afrique du Nord par exemple. A défaut de tels événements, l'extension de la situation économique, qui va se caractériser vraisemblablement par une stabilisation précaire, exprimant en fin de compte le regain d'assurance pris par la bourgeoisie du fait de l'absence de luttes importantes du prolétariat.

Il est possible enfin que le système Pinay butte précisément sur cette « confiance » de la bourgeoisie dont il a fait sa clé de voûte. Car cette confiance n'est garantie absolument ni par les marques de solidarité prodiguées par le grand patronat et ses organisations professionnelles, ni par l'appât d'un emprunt spéculatif. Cette confiance exige avant tout des basses politiques solides, car ses bases économiques sont à l'image d'un appareil de production désuet, retardataire, dont l'infériorité dans la concurrence internationale va croissant.

Les basses politiques de cette confiance de la bourgeoisie, le gouvernement cherche à les établir par la répression contre le mouvement d'émancipation des peuples coloniaux, par les licencements de militants ouvriers, par les matraques et la fabrication de complots par son police.

La bourgeoisie n'a plus confiance dans sa ligne. Elle n'a confiance que dans l'intensification de la réactivation économique par une stabilisation précaire, exprimant en fin de compte le regain d'assurance pris par la bourgeoisie du fait de l'absence de luttes importantes du prolétariat.

C'est une leçon que doivent méditer tous les travailleurs pour être unis et prêts pour les violents combats de classes qui vont se précipitant.

(Voir « La Vérité », n° 206)

CE PINAY (II)

La situation qui constitue un « scandale » aux yeux de la classe ouvrière française, elle contraind le gouvernement à l'effort de libération de 170 milliards américains à l'industrie française d'armement. Le principe a été décidé à la Conférence de Lisbonne. Ce principe a été décidé à la Conférence de Lisbonne. Ce principe a été décidé à la Conférence de Lisbonne. Ce principe a été décidé à la Conférence de Lisbonne.

marsisme qui régit à l'échelle mondiale dans l'industrialisation. La progression de ce marsisme qui se produira inévitablement dans le secteur américain de production. C'est sur cette variante, la seule variante comportant l'usage, qu'a été décidée la Conférence de Lisbonne.

FONTANEL

marsisme qui régit à l'échelle mondiale dans l'industrialisation.

La progression de ce marsisme qui se produira inévitablement dans le secteur américain de production.

C'est sur cette variante, la seule variante comportant l'usage, qu'a été décidée la Conférence de Lisbonne.

SUR LE FRONT OUVRIER

La lutte contre la répression gouvernementale et patronale

CHEZ ROSENWART

LA S.I.O.P. (ex-Rosenwari) a été une des premières entreprises à partir en grève contre l'arrestation de Ducloux, Sill et tous les emprisonnés, le lendemain même de la manifestation contre Ridgway. Sur un mot d'ordre lancé par le Parti communiste français et la C.G.T., l'usine a débrayé à 95 % avec une nette conscience de l'enjeu de la bataille. La grève a continué vendredi mais l'ensemble du personnel repré-

par des flics qui brusquement surgissent et les assaisinent jusque dans un café où ils bloquent leur jus malléable. Une quinzaine sont gardés au local où l'occupation d'atteinte à la liberté du travail et une délégation d'ouvriers de la S.I.O.P. venue pour protester est arrêtée sous la même occupation. Parallèlement, le patron annonce le lock-out de l'usine et le rappel par lettres individuelles. Comme la grève a causé des difficultés à l'entreprise, la pile sera restaurée jusqu'au... » une date indéterminée. Aux dernières nouvelles nous apprenons que des dirigeants « indépendants » et F.O. embouchés au cours de ces dernières semaines par la direction, viennent de créer des sections de leurs syndicats respectifs qui publient un communiqué commun dénonçant la grève politique » et faisant les faits. Le lundi, la police corne l'usine. Les flics fitrent les ouvriers sur présentation de la lettre de rappel de la direction. A la porte de l'usine, second filtrage de la part de la maîtrise et des mouchards. Les débrayés continuèrent. La direction a licencié plus de 100 ouvriers sur 1.300 (aux dernières nouvelles) et la quasi totalité des débrayés. L'usine de DES continué. Le licenciement commence. Mais elle sera fonction du développement du mouvement dans son ensemble. Si la bourgeoisie pile, le patron fera de même, sinon les licenciements resteront acquis. Il est vrai que, dans l'usine, les ouvriers sont désorientés. Ils n'ont pu bien saisir le rôle de ce qui se monte de plus en plus, aux yeux de tous, comme une lutte pour les libertés ouvrières élémentaires.

CHEZ SEARSS-T-1

P our bien comprendre la situation générale dans l'usine, examinons les événements qui ont précédé le déclenchement de la grève du 4 juin ainsi que la grève elle-même. En même temps, nous ferons justice des colonnettes mensongères de la presse bourgeoise qui s'est manifestée d'une manière particulièrement écœurante dans cette dernière période. La manifestation du 28 mai à la République, puis l'arrestation de Jacques Ducloux soulevèrent une profonde émotion à la région. Le jeudi 29, le P.C.F. et la C.G.T. convoquaient un meeting place Nationale. Depuis très longtemps, aucune assemblée sur la place n'avait rassemblé autant de monde. L'attention grave manifestée par les ouvriers, les silences pendant les poses des orateurs, les applaudissements plus fournis qu'à l'habitude, le cortège organisé spontanément à l'heure de la rentrée en réclamant la libération de Ducloux, sont des indices suffisants pour déceler l'inquiétude de la classe ouvrière devant la nouvelle étape de la répression bourgeoise. Les grévistes avec lesquels les travailleurs considèrent le développement de l'offensive ont aussi l'expression de sa volonté d'y mettre fin. Ce n'est pas d'aujourd'hui seulement que les ouvriers sont inquiets. Depuis plusieurs mois, Lefatcheux marque des points dans le développement. Depuis plusieurs mois les travailleurs constatent les nombreuses brimades, les avertissements, les sanctions, les licenciements dont les ouvriers des traitements thermiques peuvent témoigner qu'ils ne sont pas dus à des mouvements « politiques » eux qui furent lock-outés par une grève revendicative. Cette situation est devenue le lot des ouvriers de la région. La répression n'est pas une vue de l'esprit mais bien l'expression de la volonté des patrons d'en finir avec les organisations ouvrières. Les ouvriers de la région savent aussi que 265 des leurs ont été licenciés au lendemain de la grève du 12 février. L'histoire entre tous ces événements est désormais faite par tous les travailleurs. La répression bourgeoise est « une et indivisible ». Que ce soit pour un motif « économique » ou « politique », les patrons ont la même attitude à l'égard de ceux qui mettent en cause leur domination. La machine étant déclenchée, jusqu'où va-t-elle aller ? C'est cette idée qui chemine dans l'esprit des travailleurs et qui les rend inquiets. Le mot d'ordre de grève le 4 juin arrivait après le licenciement de Nord-Africains ayant manifesté le 23

mai pour la libération de Messali Hadj, ainsi que celui, préventif, de plusieurs délégués le 3 juin. La préparation de la grève s'est bornée à la distribution de l'appel du C.G.N. de la C.G.T. d'un tract adressé, plus particulièrement aux travailleurs nord-africains, et d'un autre tract aux ingénieurs et cadres leur demandant de ne pas se transformer en mouchards. Ce devait être tout. Sur le plan de l'entreprise, aucune agitation particulière ne fut faite, aucun meeting s'adressant à l'ENSEMBLE des travailleurs de la région ne fut organisé, aucune proposition même propagandiste de front unique aux organisations autres que la C.G.T. et le P.C.F. ne fut transmise. En définitive, les travailleurs furent livrés à eux-mêmes. Ce combat ainsi préparé devait prendre immédiatement l'aspect d'une lutte de l'avant-garde. Seule organisée, celle-ci allait mener le combat, dans un climat de neutralité bienveillante. Les heurts entre ouvriers grévistes et non grévistes, mis en avant par la presse bourgeoise, se comptent sur les doigts de la main et encore conçoivent-ils seulement des fascistes notoires ou des cadres trop zélés. Dans la matinée, la quasi-totalité des ateliers avait débrayé, véritable tour de force étant donné l'étendue de l'entreprise. Sans directives, la grande majorité des ouvriers quittait l'usine. La rapidité du succès était une surprise pour tout le monde et pour les dirigeants même du P.C.F. Grisés, le P.C.F. et la C.G.T. orga-

nisèrent un meeting l'après-midi, groupant 3 à 4.000 ouvriers. Les ouvriers appellent à l'élargissement du mouvement, à sa prolongation jusqu'à la chute du gouvernement Pinay et concluent en demandant aux ouvriers de se pariticiper dans les ateliers. Le nombre relativement faible des travailleurs dans l'usine devait amener les dirigeants du P.C.F. à l'abandon de l'occupation des locaux. Le 5 juin, retourne ment complet de la situation. Contrairement aux prévisions, la police n'avait pas occupé les locaux au cours de la nuit. La tactique de débrayage employée la veille, et qui consistait à intimider les chefs de département, ne rendait plus. Des réticences se faisaient jour et servaient de justification à l'apparition des groupes fascistes S.I.R.-R.P.F. tant vantés par la presse bourgeoise comme « manifestation saine de TOUS les travailleurs ». Parallèlement à l'action des groupes fascistes, les cars de police et de C.R.S. se rapprochaient des portes de l'usine. Dans la journée, les flics procédaient même à l'arrestation de délégués dans les rues avoisinant la région. Les fascistes ont incontestablement profité du désarroi des ouvriers, de leur méfiance à l'égard d'un mouvement dont l'importance et les perspectives leur échappent largement. L'ampleur limitée de la grève dans la région parisienne et en province a contribué à la démoralisation des ouvriers de Renault, mais ce n'est pas la seule raison. On peut dire tout d'abord que le caractère politique ouvertement déclaré de la grève a hanté les travailleurs. Cependant, dans leur grande majorité ils sont profondément mécontents de leur situation économique et profondément hostiles à la politique Pinay. Ce mécontentement existe depuis plusieurs années et bien souvent les ouvriers de la région se sont lancés dans le combat à la tête de la métallurgie et ils en ont tiré peu d'avantages par suite de leur isolement. On leur demandait de mener une action vigoureuse très large pour la libération de Ducloux et ils avaient le sentiment que la même vigueur n'avait pas été employée dans leurs luttes revendicatives. Ils ont encore le sentiment que TOUT N'AS PAS ETE FAIT par les organisations ouvrières pour l'aboutissement victorieux de leurs combats. Les souvenirs des grèves isolées de la métallurgie de février-mars 50, le non-élargissement de la grève du métro-bus de mars 1951 marquent encore les ouvriers de la région. Les divisions syndicales en accentuant sont venues aggraver la situation. Seule la confiance en ses propres forces retrouvées peut permettre à la classe ouvrière de lutter tant sur le plan économique que sur le plan politique. Tout n'est pas encore joué. L'évolution politique de la conscience des ouvriers s'effectue chez Renault comme partout en France. Il n'est que de voir les mouvements de foule place Nationale quand un fasciste est signalé. La situation peut tourner. L'ampleur de la répression en France, les nombreuses licenciements qui pleuvent chez Renault doivent amener une résistance. Dès maintenant il nous faut combiner la naissance du syndicalisme qui se dit à libre ». La fusion des groupes fascistes du S.I.R.-R.P.F. avec les « groupes d'autodéfense du syndicat F.O. » ne regroupera pas les travailleurs. La lutte pour le front unique des organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière est toujours plus nécessaire. C'est aux travailleurs de l'impulser et de contrôler démocratiquement son application. Correspondant.

Contre Ridgway

A LA BUTTE-ROUGE

CITE OUVRIERE DE CHATENAVY-MALABRY. Dimanche 25 mai, à la Butte-Rouge, vers 11 heures, les militants du Parti communiste français et les militants du P.C.F., LA VERITE. Un des vendeurs du P.C.F. prend la parole et crie la politique de ChateNAVY se rendra mercredi 28 à la République pour protester contre la venue à Paris de Ridgway la Courte. Assis, un de ses amis met à la foule des travailleurs et managers provoque l'orateur et, du car qui stationnait depuis une heure environ à proximité de l'usine, précipitent, la matraque à la main, et tapent sur la foule. Mais les travailleurs ripostent vivement. Un militant du Parti communiste engage un ouvrier du P.C.F. embourbé dans le panier à salade. La foule indignée tente de renverser le car aux cris de « Le fascisme est un parasite qui se crampe sur les reins de la nation ! ». « A la tête du P.C.F. », « A la tête du P.C.F. » — tandis que notre camarade parvient à se dégager. Des renforts de flics arrivent alors. Ils ont en force, les matraqueurs occupent un véritable raid terroriste ! Ils visitent les cafés, emmenant des jeunes et des travailleurs de la région. Ils quant, investissent le marché et appréhendent des gens qui faisaient leurs provisions. Pour cirer les menagères de la boulangerie et du boulanger qui faisait le pain. La boutique fermait. Les travailleurs communistes, trotskystes et socialistes se rendent en défilation cherchant à marquer pour exiger la libération immédiate des détenus politiques — on l'apprendra plus tard — et ne seront libérés provisoirement que deux jours plus tard et passeront en correctionnelle le 12 juin. Il est évident que le front unique d'action des organisations ouvrières doit se poursuivre à l'aboutir à la mise en place d'un dispositif de défense permanent des vendeurs de la presse ouvrière. Nombreux étaient les jeunes qui seraient les points d'appui dans la défense de l'arbitraire et de telles méthodes. La population ouvrière de la Butte-Rouge a clairement senti la nécessité de la lutte contre le régime Pinay. Une initiative consistant en ces mots : « Quand on pense que le P.C.F. devrait être au pouvoir ! »

Le Parti communiste avait appelé la population à se rassembler en différents coins de la ville pour y manifester contre la venue de Ridgway à Paris. Aux Brotteux nous vîmes un petit nombre de ceux qui s'étaient rendus au point de rendez-vous, une cinquantaine de personnes, la plupart étudiants. Le cortège fut dispersé à deux reprises par la police et trois arrestations furent opérées. Il se reformait en direction du quartier prolétarien de la Guilloitière où après une prise de parole à un carrefour la poussée des C.R.S. le dispersa définitivement. A Villeurbanne, une bataille opposa les manifestants aux gendarmes dont l'un fut blessé par des cailloux. Dans d'autres localités de banlieue : Oullens, Saint-Ems, Vénissieux en l'absence de forces de police les manifestations se déroulèrent sans incident. Le 29, les débrayages ont eu lieu notamment aux usines S.I.G.M.A. et Berliet. Dans cette dernière usine, il y avait environ 80 % de grévistes. Partout les travailleurs nord-africains ont été dans un fraternel coudée avec les travailleurs français. (Correspondant.)

LIBERONS... (Suite de la première page)

démocratique. Les révolutionnaires de l'Ecole Emancipée inlassablement ont maintenu ferme cette position, que la reconstruction de l'unité ne pouvait ni passer par F.O., ni passer par la C.G.T. La C.G.T. unique et démocratique est la base démocratique de la défense des tendances dans une seule Confédération, autonome à l'égard de tout les Etats, et dont l'orientation basée sur les seuls besoins de classe est déterminée par la confrontation démocratique des tendances. Aujourd'hui, les résolutions adoptées par des organisations de la F.E.N., apportent la première manifestation unitaire dans la lutte de toute la classe contre la répression. Ce sont les premiers pas dans la voie de la construction de tendances démocratiques et de libertés démocratiques. C'est dans cette voie qu'il faut que s'engagent non seulement les organisations syndicales, mais également les partis politiques de la classe ouvrière. Il en va de leur existence.

LA PROTESTATION DES TRAVAILLEURS VIETNAMIENS

L'Association des Travailleurs Vietnamiens en France, une fois de plus, souligne la cause commune des travailleurs de France et celle des foies opprimés. Elle s'inscrit avec satisfaction le développement d'un courant de plus en plus large dans la classe ouvrière française contre la guerre impérialiste au Viet-Nam, en Corée, et contre les répressions coloniales en Tunisie, en Algérie, au Maroc... Elle appuie tous les travailleurs de France à redoubler leurs efforts pour imposer la cessation immédiate des hostilités au Viet-Nam, la pleine et entière liberté des peuples coloniaux de disposer d'eux-mêmes. — Pour la libération immédiate de Jacques Ducloux, d'André Sill et de tous les travailleurs emprisonnés ! — Au Bureau-gare du P.C.F. local, une grève des ouvriers communistes, socialistes, chrétiens, inorganisés et coloniaux ! — En avant, pour la bataille décisive ! — Vive la solidarité internationale des travailleurs ! Paris, le 31 mai 1952. L'Association des Travailleurs Vietnamiens en France

Dans le Puy-de-Dôme

Les militants responsables du mouvement syndical étaient convoqués le 3 juin à la maison des syndicats. Il y a plusieurs années que les débrayés ont en tant que camarades présents et aussi l'atmosphère dans laquelle se déroulent ces réunions. Chaque petite entreprise était représentée et il y avait des responsables de plusieurs usines dispersés dans le département : en 20, 30, 40, 50, 60, 70, 80, 90, 100. Il est certain que cette avant-garde est heureuse du changement de tactique de la C.G.T.; finie la campagne des signatures ; nous allons enfin engager le combat ! Enfin un langage de classe ! Ce n'est pourtant pas tout à fait le ressort du rapport de Marchadier, qui excite les patriotes. La plupart des camarades qui interviennent, par la suite, représentent les divers secteurs syndicaux et leur enthousiasme était certain en parlant du combat qu'ils allaient engager. On sentait effectivement qu'ils voulaient se battre et c'est pourquoi, par l'importance de cette réunion, par l'importance de l'acte qu'ils accomplissaient, on peut affirmer, malgré l'échec évident des débrayages, que la classe ouvrière n'est pas battue et se battra. En effet, le jeudi 5 juin, les usines de Clermont devaient entrer en grève mais ne s'y étaient pas. Pourquoi ? Certes, la majorité préparait une lutte d'ensemble par des propositions à toute la classe ouvrière. Les bourgeois qui sentent venir, elle aussi, le choc des débris ont des dévants ; elle frappe dur les militants qui s'avancent courageusement dans des combats, pour lesquels on ne les a pas préparés. Certes la majorité des ouvriers clermontois est contre l'arrestation de J. Ducloux, contre la répression des travailleurs communistes ; mais elle n'était pas préparée à un tournant aussi brusque qui prend ainsi des formes aventuristes. Et il y a deux ans, chez Michel se sont trouvés près de 3 mois inoccupés dans une grève qui se termina par un échec. Beaucoup d'ouvriers auraient cessé le travail, mais l'instant est grave et devant une horloge qui ne recule devant rien, il faut préparer à la bataille la classe ouvrière ! Il y a d'autres raisons de l'échec de la grève, mais c'est la première, celle que tout le monde a ressentie. Correspondant.

Quand les appareils syndicaux sabotent l'unité

Une chose est de formuler des revendications pour tenter d'éviter la perte de conscience des syndicats à l'égard des dirigeants de leur comité, une autre est de progresser effectivement dans la réalisation de l'unité. Au Bureau-gare du P.C.F. local, une initiative de la C.E.M. locale, constitue un exemple de cette tentative. Les différents syndicats, ce comité ne s'appuie pas sur la base (pas d'assemblée générale, journal, etc.). Mécontents des syndicats C.G.T. et des inorganisés rejoignent. Un appel spontané de quelques dirigeants syndicaux, par 90 % dans les services de nuit. Les camarades réunissent de la part des dirigeants locaux des quatre syndicats, créent un syndicat unique. La direction en sera paritaire ; les revendications seront définies démocratiquement par tous ; les questions politiques particulières ne devront pas être soulevées à priori parce qu'elles pourraient mettre en cause l'unité réalisée ; des

volontés de lutte ni au développement de la section syndicale existante. Les camarades de base sont déçus et certains parlent d'adhérer au SYNDICAT OUVRIER unique, « c'est la seule base démocratique et sa préparation ». L'initiative dans un bulletin de la base présente alors les directions des syndicats locaux. F.O. et la C.F.T.M. se sentent déçus, car ils ne se sentent pas non ; la C.G.T. majoritaire hésite, puis repense, en prétendant l'initiative de la direction et la volonté d'être présent au syndicat unique, que la cotisation trop basse qui contrarie les sections syndicales et l'initiative dans un bulletin appaissant stérilisant. Certains dirigeants cégétistes sont même plus loin, attendant seulement l'initiative dans un bulletin de préparation au congrès paritaire et élargi par la majorité, au lieu d'une tentative du P.C.F. comme une expérience qui ne pas faire. Le résultat est que le sabotage bureaucratique ne tourne ni au renforcement de

la volonté de lutte ni au développement de la section syndicale existante. Les camarades de base sont déçus et certains parlent d'adhérer au SYNDICAT OUVRIER unique, « c'est la seule base démocratique et sa préparation ». L'initiative dans un bulletin de la base présente alors les directions des syndicats locaux. F.O. et la C.F.T.M. se sentent déçus, car ils ne se sentent pas non ; la C.G.T. majoritaire hésite, puis repense, en prétendant l'initiative de la direction et la volonté d'être présent au syndicat unique, que la cotisation trop basse qui contrarie les sections syndicales et l'initiative dans un bulletin appaissant stérilisant. Certains dirigeants cégétistes sont même plus loin, attendant seulement l'initiative dans un bulletin de préparation au congrès paritaire et élargi par la majorité, au lieu d'une tentative du P.C.F. comme une expérience qui ne pas faire. Le résultat est que le sabotage bureaucratique ne tourne ni au renforcement de

Achetez vos livres au S.E.L. — Vous ne pouvez pas plus cher qu'ailleurs Les livres vous sont expédiés franco au prix marqué sans majoration de frais de transport. — Vous êtes livré dans la semaine et VOUS AIDEZ « LA VERITE » C.C.P. 603-201 S.P.E.L. Paris.